

# « Le pire peut encore être évité au Burundi »

Ce week-end, la diaspora burundaise s'est discrètement réunie à Bruxelles autour de Léonard Nyangoma, un personnage clé de la vie politique du pays depuis deux décennies, considéré comme le principal opposant au président Nkurunziza. Il s'est confié au *Soir*. Alors que tous les signaux sont au rouge quant à des éventuelles violences inter-ethniques, il se veut optimiste. « Je ne crois pas que le scénario de 1994 au Rwanda pourrait se reproduire. Il n'y a pas de haine entre les citoyens burundais, je n'envisage pas la possibilité d'une guerre fratricide. Le pire peut encore être évité. »

Pour lui, le scénario de sortie de crise semble limpide : « Après le 26 août, date de l'expiration du deuxième mandat présidentiel, il faudra amener M. Nkurunziza à quitter pacifiquement le pouvoir, car les dernières élections ne comptent pas, c'était une mascarade. Il faudra donc préparer de nouvelles élections, et avant cela, rétablir un minimum de conditions de sécurité, désarmer les Imbonerakure (miliciens à la solde du parti au pouvoir), rétablir un climat d'apaisement, créer les conditions d'un vote dans la dignité, refaire un recensement électoral... Une période de transition sera sans doute nécessaire... » ■

## L'« appel de Bruxelles » de la diaspora burundaise

### AFRIQUE DES GRANDS LACS Un Front commun s'est réuni pour plaider la paix

- Un comité de quelque 60 personnes tente de mobiliser l'ensemble de la communauté.
- Son but : appeler le président Nkurunziza à quitter pacifiquement le pouvoir.
- Rencontre avec Léonard Nyangoma, l'un de ses principaux initiateurs.

Afin de présenter un front commun face à la médiation internationale, dirigée par le président ougandais Yoweri Museveni, et d'engager un dialogue avec le régime de Bujumbura, plus de 60 représentants de la diaspora burundaise se sont discrètement réunis à Bruxelles autour de Léonard Nyangoma, un personnage clé de la vie politique du pays depuis deux décennies et d'Audifax Ntabitoroye, représentant de la société civile.

Après avoir été l'un des fondateurs du parti au pouvoir, le CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie) créé après l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye, en 1993, Léonard Nyangoma préside aujourd'hui le Cenared (Comité national pour le respect de l'accord d'Arusha sur la paix et la réconciliation nationale et la restauration de l'Etat de droit). Cette

structure collégiale accueille de nombreuses personnalités issues de la société civile, mais aussi le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale et trois des quatre ex-présidents qui vivent toujours au Burundi après avoir pacifiquement cédé le pouvoir.

Après avoir fait sa première apparition publique à Addis Abeba, le comité tente à présent d'informer et de mobiliser la diaspora burundaise, très active en Belgique et dans les pays voisins.

Ayant participé à la création du CNDD, M. Nyangoma a très bien connu le chef de l'Etat actuel Pierre Nkurunziza, qui a rejoint le parti en 1996 les armes à la main : « L'intransigeance dont il fait preuve est sans doute due à la faiblesse de sa culture

politique et à la prééminence de sa formation militaire... A quoi s'ajoute l'appât de l'argent, le désir de "se servir", ce qui explique pourquoi, au cours des dix dernières années, le Burundi n'a pu se redresser sur le plan économique ou social et a connu plusieurs scandales, comme l'incendie du grand marché de Bujumbura et de plusieurs marchés de province. Le dernier en date, celui du marché de Gitega, remonte à deux jours à peine. »

Optimiste, M. Nyangoma qui a traversé la guerre civile des années 90, estime que « jusqu'à présent, le Burundi a échappé au piège ethnique. A Arusha, après avoir discuté durant des mois, nous avons finalement remporté une grande victoire contre le tribalisme. Même si le régime actuel voudrait relancer l'opposition Hutus/Tutsis, les Burundais ne sont plus dupes : jusqu'aujourd'hui, l'esprit d'Arusha rayonne sur tout le pays. A terme, nous envisageons d'ailleurs de réécrire nous-mêmes notre Histoire, afin de balayer définitivement les vieux clichés issus de l'époque coloniale... »

A propos de l'assassinat du chef des services de renseignements, le général Adolphe Nshimiyrimana, M. Nyango-

ma assure : « Nous regrettons qu'il soit mort de cette façon. Nous aurions préféré qu'il puisse répondre de tous ses crimes devant la justice. La voiture dans laquelle il se trouvait était un véhicule militaire, c'est pourquoi nous ré-

clamons une enquête neutre... Cette mort ouvre une nouvelle ère de représailles : alors que la plupart des journalistes sont déjà en exil, Esdras Nkikumana, le correspondant de RFI a été roué de coups, beaucoup de personnalités se trouvent dans le collimateur. Le dernier rapport de Human Rights Watch a démontré que le Burundi était dorénavant une prison à ciel ouvert. Massacres, disparitions, assassinats se multiplient... »

**« Le Burundi est dorénavant une prison à ciel ouvert. Massacres, disparitions, assassinats se multiplient... »** LÉONARD NYANGOMA

Comment la communauté internationale peut-elle aider le Burundi à sortir de la crise ? « N'oubliez pas que le pays dépend, à 80 %, de l'aide étrangère... Des pressions diplomatiques sont possibles, les membres de l'oligarchie peuvent être privés de visa... Il faut peser sur le rapport de forces... La Belgique a d'ailleurs donné l'exemple en suspendant une partie de son aide. »

A Bruxelles, tout au long de la réunion avec les représentants de la diaspora, les scénarios de sortie de crise ont été envisagés et M. Nyangoma a rappelé qu'après le 26 août, date de l'expiration du deuxième mandat présidentiel, il faudra amener M. Nkurunziza à quitter pacifiquement le pouvoir, car les dernières élections ne comptent

pas, c'était une mascarade. Il faudra donc préparer de nouvelles élections et, avant cela, rétablir un minimum de conditions de sécurité, désarmer les Imbonerakure (miliciens à la solde du parti au pouvoir, NDLR), rétablir un climat d'apaisement, créer les conditions d'un vote dans la dignité, refaire un recensement électoral... Une période de transition sera sans doute nécessaire... ».

« Jusqu'à présent cependant, constate

M. Nyangoma, le pouvoir a refusé toute négociation mais, au titre de médiateur, le président Museveni va reprendre la discussion, à Addis Abeba ou ailleurs et M<sup>me</sup> Zuma, la présidente de l'Union africaine, souhaite également s'impliquer... »

Alors que tous les signaux sont au rouge, le président de la nouvelle coalition refuse cependant de céder au pessimisme : « Je ne crois pas que le scénario de 1994 au Rwanda pourrait se re-

produire. Certes, le risque n'est pas nul, il faut demeurer vigilant, le passé a laissé des séquelles. Mais il n'y a pas de haine entre les citoyens burundais, je n'envisage pas la possibilité d'une guerre fratricide. Le pire peut encore être évité. Et si nous y arrivons, le Burundi, par sa conscience démocratique, pourra être cité en exemple dans la sous-région. » ■

COLETTE BRAECKMAN

## DROITS DE L'HOMME

### Mbonimpa soigné en Belgique

Le défenseur burundais des droits de l'homme Pierre-Claver Mbonimpa, gravement blessé lors d'une tentative d'assassinat en début de semaine dernière à Bujumbura, était attendu dimanche soir en Belgique pour y être soigné, a annoncé dimanche l'organisation SOS Médias

Burundi. L'information a été confirmée par un autre défenseur des droits de l'Homme burundais, Pacifique Nininahazwe, ainsi que par le SPF Affaires étrangères, qui s'est toutefois refusé à fournir toute information complémentaire. La Belgique avait proposé vendredi d'accueillir M. Mbonimpa pour pouvoir être soigné. Agé d'une soixantaine d'années et grièvement

blessé à la mâchoire, le farouche opposant à un troisième mandat du président Nkurunziza, avait été pris pour cible lundi soir alors qu'il rentrait à son domicile par des hommes armés non identifiés. Cette tentative d'assassinat est intervenue au lendemain du meurtre du général Nshimirimana, homme fort de l'appareil sécuritaire burundais et très proche du président. (b)

# sur place Un climat où dominant la peur et la suspicion

Alors que le climat de peur s'est intensifié au Burundi depuis l'assassinat du général Nshimirimana, le parquet de Bujumbura a affirmé que les « exécutants » de l'attaque à la roquette avaient été identifiés et certains d'entre eux, arrêtés. Aucune précision n'a été donnée sur l'identité des assaillants ni sur les éventuels commanditaires, mais le parquet a cependant précisé que le véhicule utilisé par les tueurs était sorti le matin même du camp militaire de Ngagara et que les tenues militaires que portaient les assaillants avaient été retrouvées dans le quartier de Musaga.

Ces précisions de lieux sont importantes : Ngagara et dans une moindre mesure Musaga avaient été les bastions de la contestation contre un troisième mandat du président Nkurunziza et abritent tous deux un camp militaire. Les déclarations du parquet laissent donc entendre, implicitement, que des opposants pourraient être impliqués dans cette attaque alors que d'autres sources assurent que le forfait aurait été commis « en in-

terne » car seuls des proches pouvaient savoir à quelle heure et par quelle route le général Nshimirimana sortirait d'une réunion de haut niveau qui s'était prolongée durant toute la nuit...

### Plus de 170.000 réfugiés

Depuis ce crime, le climat de peur s'est alourdi au Burundi et le représentant de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Bathily, s'est ému de cette dangereuse escalade, soulignant qu'elle représentait un danger pour toute la sous-région. A l'heure actuelle

déjà, la Tanzanie accueille plus de 100.000 réfugiés burundais et le Rwanda, 71.000. Le président ougandais Museveni a été choisi par la Communauté économique est-africaine comme médiateur et chargé de conduire des négociations entre les deux parties.

A Bujumbura, le militant des droits de l'homme Pierre Claver Mbonimpa, qui avait été grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat quelques heures après l'attentat contre le général

Adolphe Nshimirimana, a été transporté vers la Belgique, qui l'accueillera pour qu'il reçoive des soins appropriés - lire ci-contre.

Relayant l'inquiétude des activistes des droits de l'homme et plus largement de tous ceux qui s'étaient opposés au troisième mandat présidentiel, Human Rights Watch a publié un rap-

port dénonçant le fait que des agents des services de renseignement, des policiers et des jeunes membres du parti au pouvoir aient arrêté arbitrairement et maltraité des dizaines d'opposants présumés, accusant de nombreux jeunes gens de vouloir quitter le pays pour rejoindre une opposition armée. Les milices à la solde du parti, les Imbonerakure, ont été très explicitement dénoncées. Selon HRW, « elles ont arrêté des personnes arbitrairement, les ont battues, et les ont remises entre les mains des services de renseignements qui les ont torturées ». ■

C.B.

